



# Avant-propos

## Pour un optimisme raisonnable

*par*  
*Pierre Garello*

Chers amis lecteurs, vous trouverez dans ce 22<sup>ème</sup> numéro du *Journal des libertés* vos rubriques habituelles : L'actualité, Les fondements, les Notes de lecture. Mais vous trouverez également deux nouvelles rubriques : « Université d'été des libéraux » et « Contributions au débat sur le libéralisme ». Petit tour d'horizon.

### *L'actualité*

Les élections européennes pointent leur nez, le monde politique s'agite à la recherche d'alliances, de têtes de liste. Mais quid des programmes ? Quelle ligne directrice pour les années à venir ? Vincenzo Zeno-Zencovich, avec son recul de juriste constitutionnaliste, évalue l'évolution des institutions européennes de ces dernières décennies. Il dénonce les pouvoirs extraordinaires dont la Commission s'est emparée à la faveur d'une interprétation pour le moins contestable des traités. La Cour de justice européenne, elle aussi, se retrouve avec des marges de manœuvre inhabituelles pour une démocratie moderne, d'autant que les institutions supposées exercer un contre-pouvoir – le Conseil, le Parlement – souffrent d'un manque patent de légitimité et de stabilité.



Le professeur italien, ne s'arrêtant pas à la critique, indique la direction à prendre si l'on veut sauver quelque chose de ce qui a été et demeure un projet visant à la paix et à la prospérité.

Monnaie numérique de banque centrale (MNBC). Bien que sur cette question les dirigeants occidentaux, contrairement à leurs confrères chinois, avancent souvent à pas feutrés, l'actualité c'est aussi la possible mise en place d'une monnaie numérique banque centrale et à terme la disparition du *cash*. Est-ce une bonne nouvelle pour nos libertés ? Dans un texte satirique et terriblement prophétique publié en 1979, l'économiste suédois aujourd'hui décédé, Ingemar Ståhl, imagine tout ce que le gouvernement pourrait faire s'il pouvait enregistrer toutes nos transactions. Son texte, intitulé ironiquement « Bientôt 1984 ! », est suivi d'une postface rédigée par Lars Jonung qui souligne l'actualité – inquiétante – de cette marche vers une société sans *cash*.

### *L'Université d'été des libéraux*

Avec ce nouveau dossier nous ne nous éloignons guère de l'actualité puisque cette année le thème de la rencontre estivale des libéraux était *la gestion et la prévention des crises* et que nous avons souvent, peut-être à tort, le sentiment de traverser une crise permanente ! Pour ceux qui n'ont pas eu la possibilité d'assister à cet événement, nous publions ici une partie des textes des interventions (la suite au prochain numéro). Henri Lepage nous introduit dans un monde que nous connaissons souvent fort mal, celui du marché monétaire international où les grands établissements financiers vont chercher les liquidités dont ils ont besoin pour alimenter l'économie. Il nous explique comment fonctionne ce marché de la « Global money », et met en évidence ses points de fragilité. Il s'interroge sur les conséquences possibles d'une crise qui viendrait à frapper ce marché. Plus généralement il nous invite à repenser les canons de la politique monétaire et à reconsidérer le rôle des États et des Banques centrales dans ce nouvel environnement. Yorick de Mombynes quant à lui nous emmène dans l'univers pas trop éloigné de la finance et de la monnaie en nous expliquant le fonctionnement du Bitcoin. Si, à ce jour, nous n'avons pas là une monnaie – ne serait-ce que



du fait de la volatilité de sa valeur dont il explique d'ailleurs fort bien la cause –, il est toutefois clair que cette innovation est solide et, selon lui, appelée à un brillant avenir.

Quand on pense crise on pense évidemment aux crises de 2008-2010 et, plus près de nous, à celle du Covid. Dans ces deux crises les experts se sont retrouvés en première ligne, les politiques n'étant jamais bien loin... Pour Elisabeth Krecké – qui se penche tout particulièrement sur les crises des finances publiques – s'il n'est pas toujours un « chercheur », l'expert est censé être une personne de savoir, mais il n'a pas toujours la sagesse de reconnaître les limites de son savoir. Pire, certains organismes d'experts (OCDE, Banque mondiale, FMI...) ont un agenda quasiment politique, ce que dénonce avec vigueur Elisabeth Krecké qui voit à juste titre dans ce mélange opaque d'expertise et de conseil (le *is* et le *ought* de David Hume) une posture dangereuse pour la société que les experts sont supposés servir.

Et puis les crises sont souvent prétextes au renforcement des pouvoirs de nos gouvernants. Jean-Philippe Feldman revient – là encore, avec tout le savoir d'un constitutionnaliste – sur l'état d'urgence sanitaire voté à l'occasion de la pandémie du Covid-19 en mars 2020. Cet état d'urgence s'est traduit par la confiscation de nombreux droits et libertés individuels. Cela d'autant plus qu'aucun contre-pouvoir (ni l'opinion publique nourrie au biberon de l'État providence, ni le parlement, ni même la justice) ne venait s'opposer à ces dérives. S'appuyant sur les travaux de Hayek, Jean-Philippe Feldman formule des propositions claires afin que ces « états d'exception » et les dérives qui les accompagnent ne se transforment pas en « état ordinaire » pour nos démocraties.

Le dernier texte issu des débats de l'été dernier que nous publions ici est celui de Philippe Nemo. Alors que de nombreuses voix s'élèvent – et pas uniquement celles des BRICS ! – pour dénoncer une crise profonde de la culture en Occident, le philosophe se veut rassurant et délivre un message optimiste : notre culture est plus résiliente que nous le pensons ! Certes la violence observée lors des émeutes de juin dernier a de quoi déconcerter, certes de nombreuses formes de progressisme



disruptif font recette. Mais la culture n'est pas un « supplément d'âme », c'est quelque chose de profondément ancrée dans nos comportements, dans nos valeurs, nos institutions et celles-ci ne semblent pas ébranlées dans leurs grandes lignes. Notre culture a traversé bien des crises au cours des siècles passés, explique-t-il, et elle saura résister, tout en évoluant, aux défis qui se présentent aujourd'hui à elle. Pour peu que nous prenions la peine de la transmettre aux jeunes générations.

### *Contributions au débat sur le libéralisme*

La transmission des valeurs qui fondent nos sociétés démocratiques libérales se fait par de nombreux canaux au premier rang desquels nous trouvons bien sûr la famille, l'école, ou encore, le plus souvent, les convictions religieuses. Le débat public, le débat intellectuel constituent également des canaux précieux et c'est d'ailleurs là que nous trouvons la raison d'être de ce *Journal*. Pour enrichir ce débat nous avons ouvert ce nouveau dossier qui entend présenter des auteurs contemporains qui se sont intéressés de près au libéralisme et, à des degrés divers, ont nourri notre réflexion. Nous commençons la série avec un prix Nobel d'économie, Edmund Phelps, et c'est Jean-Philippe Delsol qui nous fait découvrir cet universitaire original qui, bien qu'ayant été un temps proche des théories keynésiennes, n'a eu de cesse plus récemment de montrer le caractère contre-productif des politiques de relance et des subventions. Plus profondément encore, il souligne dans ces derniers ouvrages la nécessité de cultiver un esprit d'entreprise, véritable moteur de la dynamique du progrès économique et social. Le second auteur dont nous présentons les travaux n'est pas du style à laisser indifférent : il compte de nombreux admirateurs et tout autant sinon plus d'ennemis. Il faut dire, ainsi que nous l'explique Jean-Philippe Feldman, que Hans-Hermann Hoppe ne fait rien pour que la version qu'il propose de l'anarcho-capitalisme attire le consensus puisqu'il ne cesse d'agrémenter son analyse du fonctionnement de ce système de nombreuses prises de position pour le moins déconcertantes ne serait-ce que par le mépris des autres qui transparait à travers elles. Le libéralisme, qui est à la base un projet politique permettant à des



personnes de confessions et d'aspirations diverses de vivre et interagir sur un même territoire dans le respect mutuel (voir les lettres sur la Tolérance de John Locke) devient sous la plume du disciple de Rothbard l'appel à un regroupement des personnes partageant une même confession et une même sensibilité ; et à l'exclusion, cela va sans dire, de tous les autres. On tente de résoudre les difficultés de la Société ouverte en la refermant.

### *Les fondements*

Promouvoir nos idées n'est pas toujours chose facile car de nombreux « intellectuels », rarement brillants mais bien médiatisés, ne se privent pas de troubler les pistes et de déformer la pensée libérale (que, par ailleurs, ils ne connaissent pas vraiment). Pour ce faire, rien de tel pour eux que de s'appuyer sur une expression passe-partout : le néolibéralisme. Une technique consiste alors à mettre dans le même panier « néolibéral » des personnages très variés parfois totalement étrangers au libéralisme : des économistes (Friedman, Hayek...) mais aussi des politiques (Thatcher, Pinochet, Trump et, pourquoi pas, Macron). C'est ainsi que Friedrich Hayek est fréquemment présenté comme l'un des inspireurs de la dictature Pinochet. Il n'en suffit pas plus pour décourager le citoyen honnête d'aller voir plus loin dans les écrits de ce grand penseur libéral. C'est pourquoi il était important de clarifier une fois pour toutes les rapports entre ces deux hommes ainsi que l'opinion de Hayek sur les prétendues dictatures libérales. C'est ce qu'a fait François Facchini qui établit clairement que les préférences de l'économiste-philosophe autrichien allaient, sans ambiguïté possible, vers la démocratie constitutionnelle libérale.

Toutes ces rubriques témoignent de notre désir de poursuivre, en innovant, notre « effort de transmission » afin de donner toutes ses chances à l'optimisme raisonnable qui, ainsi que l'explique Philippe Nemo, a encore sa raison d'être. Nos libertés sont trop précieuses – pour chacun de nous individuellement mais aussi pour vivre ensemble correctement – pour que nous les laissions filer entre nos doigts.